SEHATRA FANARAHA-MASO NY FIAINAM-PIRENENA

SeFaFi

Observatoire de la Vie Publique

Lot TR 41 Ampahimanga, Ambohimanambola 103

Email : sefafi@gmail.com Site Web : www.sefafi.mg

PRIORITÉ AU VRAI DIALOGUE

Le SeFaFi concluait son premier communiqué de 2014 **(1)** par la nécessité de *«réconcilier les Malgaches avec la politique»*
. En plus de l'indispensable renouvellement des pratiques et de la classe politiques, le vrai dialogue constitue l'une sinon la principale, des voies de cette réconciliation fondamentale.

Déjà, en toutes les périodes de sortie de crise, le dialogue est une priorité pour essayer de se mettre d'accord sur une lecture commune des événements passés ainsi que sur le diagnostic de la situation. Mais il est surtout indispensable pour que soient fixées ensemble les règles communes ou leur application, ainsi que les perspectives d'avenir de la nation. Pratiquer le vrai dialogue c'est renouer avec le bon sens et la sagesse populaires : « plus on est nombreux à échanger, et plus on voit loin » (*ny hevitry ny maro mahataka-davitra*) ; ou encore : « il n'y a rien plus amer que le piment, mais les décisions concertées sont acceptées par tous » (
tsy misy mangidy toy ny sakay fa teny ieràna dia lany
)
.

Les règles communes, ce sont d'abord la Constitution et les lois. Les perspectives d'avenir, ce sont les orientations et les plans définis pour le développement harmonieux du pays. Tant que ces règles et ces perspectives ne seront pas fixées dans un esprit de vrai dialogue avec un souci véritable d'intelligibilité, même si la décision et la responsabilité reviennent aux hommes politiques, il n'y aura pas de réconciliation des Malgaches avec le monde politique. Car ce sont ceux qui détiennent le pouvoir, politique d'abord, mais aussi économique, qui ont la plus grande responsabilité de la qualité du dialogue. L'amertume du retour à la discipline, au travail et à beaucoup de sacrifices, nécessaires à la relance, ne passera pas sans un dialogue de qualité entre tous les acteurs.

Mais où en sommes-nous alors en cette fin d'année 2014 ?

Le communiqué **(2)** commun du patronat et des syndicats des travailleurs du privé est passé inaperçu dans la multitude des annonces, à l'approche des festivités.

Mais son contenu est profondément inquiétant, compte tenu du fait que le monde du travail se trouve au cœur de la relance économique. En effet, ce communiqué fait clairement apparaitre un déficit grave de dialogue dans la gouvernance de notre pays. Les règles instituées par des conventions internationales ratifiées par Madagascar et entérinées par la loi, -en l'occurrence, ici, le Code du Travail et ses textes d'application-, ne sont pas respectées. Et les instances de dialogue telles que le Conseil National du Travail3, instituées par ailleurs par la loi ne fonctionnent pas du tout ou sont ignorées par les détenteurs du pouvoir.

Les séminaires et autres ateliers, qui se multiplient en fin d'année pour permettre de décaisser les reliquats de financement, ne sont pas forcément la meilleure voie du dialogue : ils n'en ont souvent que l'apparence. Mais comment instituer un minimum de confiance mutuelle avec de telles pratiques ? Seules les instances qui respectent les règles, notamment celle de la représentativité, sont légitimes et, de ce fait, susceptibles de développer la confiance sur le long terme.

La Constitution votée en 2010 prévoit, dans une démarche de dialogue vrai, la mise en place d'un Conseil Économique, Social et Culturel, instance de dialogue plus élargi et d'avancée vers une démocratie plus participative. Ni l'exécutif ni les députés n'ont jugé utile d'en faire une priorité, dans la mise en place des institutions de la quatrième république, et la Loi de Finances 2015 l'ignore complètement.

Finalement, le plus consternant en cette affaire est que ni la société civile ni la société économique ne s'en émeuvent. Mais il est encore temps de se ressaisir.

Il reste à espérer que les jours fériés de 2015, ainsi que les évolutions attendues des revenus des travailleurs dans leurs différents aspects, y compris fiscaux, seront fixées dans le dialogue et les instances appropriées, conformément à la loi (4). Ce sera un signe du renforcement de la performance, de l'efficacité et de l'autorité de l'État auquel tout le monde aspire et qui devra être l'un des principaux chantiers pour 2015.

(1) *« Après les élections, mise en place des institutions et réconciliation »*, 11 février 2014.

(2) *« Appel des partenaires sociaux au dialogue social »,* GEM, FIV.MPA.MA, CTM, du 5 décembre 2014.

(3) Ce n'est pas le seul conseil qui ne fonctionne plus du tout, alors que les textes les instituant sont toujours en vigueur.

(4) L'article 81 de la loi 2003-044 prévoit en effet que les jours fériés et les jours ponts soient fixés en début d'année dans une liste limitative fixé par décret, après avis du Conseil National du Travail.

Outre ces questions liées à l'emploi et l'entreprise, un dialogue autour des réformes proposées mais non-discutées concernant notamment la décentralisation et des nouvelles institutions constitutionnelles, présentées sous forme de projets de lois toutes faites, méritent plus d'ouverture et de dialogue.

Enfin, le dialogue est un élément indissociable de la réconciliation nationale, qui semble se cantonner actuellement à des tractations secrètes et exclusives. Le SeFaFi avait souligné qu'en parallèle à la réconciliation entre politiques, il faut une réconciliation plus élargie **(5)**, qui inclut une mise en place d'une décentralisation à laquelle la population adhère, et une meilleure transparence et égalité des chances autour de l'accession au pouvoir. A la veille d'une nouvelle année d'élections et d'une continuation de la mise en place de toutes les institutions de la République, la communication et le dialogue s'annoncent primordiales.

(5) *« Après les élections, mise en place des institutions et réconciliation »* du 11 février

2014, et *« Réconciliation et pouvoir »* du 22 octobre 2014.

Antananarivo, 17 décembre 2014

Post-scriptum

Le SeFaFi est un observatoire de la vie publique. Il analyse le fonctionnement de la vie nationale et en commente les principaux évènements, ceux en particulier qui concernent l'État de droit, la démocratie et la bonne gouvernance.

De par sa structure et sa vocation d'observateur et de commentateur, le SeFaFi comme tel n'est pas une association plongée dans l'action directe. À travers ses communiqués par contre, il encourage, interpelle et instruit les acteurs étatiques et non étatiques qui sont, eux, dans l'action directe.

Composé de membres qui ont chacun leur activité professionnelle, le SeFaFi n'a pas la disponibilité requise pour répondre au nombre croissant des invitations qui lui sont adressées, et à toutes les sollicitations qui lui parviennent.

Il compte sur la compréhension de tout un chacun, en s'excusant de ne pouvoir accéder aux multiples demandes de rendez-vous, d'interviews ou de participation aux ateliers, conférences et tables rondes de tout genre.

****

SEHATRA FANARAHA-MASO NY FIAINAM-PIRENENA
SeFaFi
Observatoire de la Vie Publique
Lot TR 41 Ampahimanga, Ambohimanambola 103
Email : sefafi@gmail.com Site Web : www.sefafi.mg

OMENA LAKA NY FIFANAKALOZAN-KEVITRA TENA IZY

Ilaina ny *« fampihavanana ny Malagasy amin'ny politika »*, izany no fehinkevitra nentin'ny SeFaFi namarana ny fanambarana navoakany voalohany tamin'ny 2014 **(1)**. Tsy maintsy havaozina ny fomba fanaovana politika sy ny olona mpanao politika, fa mbola ambonin'izany ny fifanakalozan-kevitra marina izay raha tsy ny voalohany dia ny hany lalan-tokana mankany amin'ilay fampihavanana fototra.

Mandritra ny fotoana rehetra ivoahana amin'ny krizy dia efa ny fifanakalozan-kevitra no laharam-pahamehana enti-miezaka hiombon-kevitra eo am-pandinihana ny toe-javatra taloha sy eo am-pizahana ny aretina mahazo ny ankehitriny. Fa tena tsy azo iodivirana izy raha tiana hiara-miorina ny fitsipika iombonana na ny fampiharana azy sy ny fitsinjovana ny hoavin'ny firenena. Raha tena hifanakalo hevitra marina tokoa dia tsy maintsy mamitram-pihavanana indray amin'ny fihevitra sy fahendren'ny vahoaka : **ny hevitry ny maro mahataka-davitra, na koa hoe tsy misy mangidy toy ny sakay fa rehefa teny ierana lany ihany.**

Ny fitsipika iombonana voalohany ndrindra aloha dia ny Lalàmpanorenana sy ny didy aman-dalàna. Ny fitsinjovana ny ho avy dia ny famaritana ny lalankizorana sy ny drafitra ho an'ny fampandrosoana mirindran'ny firenena. Raha mbola tsy toe-tsaina vonona hifanakalo hevitra marina no enti mamaritra ireny fitsipika sy fitsinjovana ny hoavy ireny, miaraka amin'ny fiezahana hanao izay hahamora takarina azy, na dia marina aza fa ny mpanao politika no tompon'ny andraikitra sy ny fanapahan-kevitra, dia tsy hisy akory izany fihavanan'ny Malagasy amin'ny tontolo politika izany. Satria mantsy eo am-pelatanany ny fahefana, ny politika aloha, fa ny ekonomika koa, ny andraikiny no goavana indrindra amin'ny fanatontosana ny

fifanakalozan-kevitra. Mangidy ny hiverina amin'ny fanajana lalàna, amin'ny fiasana sy amin'ny fahafoizantena takian'ny fampandehanan-draharaha indray, ary tsy ho vita ireo raha tsy misy fifanakalozan-kevitra matotra ifanaovan'ny mpandray anjara rehetra.

(1) *« Aorian'ny fifidianana, fametrahana amin'ny toerany ny rafi-panjakana sy fampihavanana »,* 11 febroary 2014.

Aiza ho aiza anefa isika amin'izao taona 2014 hifarana izao ?

Ny fanambarana **(2)** iombonana nataon'ny mpampiasa sy ny sendikàn'ny mpiasa tsy miankina dia nandalo tsy nisy nahatsikaritra fa difotry ny filazana maro be amin'izao an-katoky ny fety izao. Fa ny zavatra noraketiny dia mampanahy lalina satria ny tontolon'ny asa mantsy no ain'ny fampandehanana

ny toekarena. Abaribarin'io filazana io mantsy fa tena tsy ampy mihitsy ny fifanakalozan-kevitra eo amin'ny fitantanana ny firenentsika. Tsy voahaja ny fitsipika namboarin'ny fifanarahana iraisam-pirenena izay nankasitrahan'i Madagasikara ary nankatoavin'ny lalàna -eto moa izany dia ny Lalàna mifehy ny Asa sy ny andininy fampiharana azy-. Ireo sampan-draharaha natao hifanakalozan-kevitra, toy ny Filankevi-Pirenena momba ny Asa **(3)**, izay najoron'ny lalàna, dia tsy miasa velively na tsy raharahain'ny tompon'ny fahefana.

Ny seminera sy ny atrika asa isan-karazany dia maniry ohatra ny anana amin'izao faramparan'ny taona izao, amin'izay mantsy mba tafavoaka daholo ny sisa tavela amin'ny famatsiam-bola, ary tsy ireny mihitsy akory no lalana tsara indrindra hifanakalozan-kevitra : mandrakariva ireny dia sarintsariny fotsiny.

Hatao ahoana moa ny hanangana fifampitokisana, na dia kely fotsiny aza, manoloana ny fanao toy izany ? Izay sampan-draharaha manaja ny fitsipika ihany, indrindra ny fitsipika momba ny fisoloana tena ny besinimaro, no aradalàna ka noho izany afaka hampitombo ny fitokisana rehefa ela ny ela.

Noho ny fahavononana hifanakalo hevitra marina, ny Lalàmpanorenana nolaniana tamin'ny 2010 dia nanomana ny fananganana Filankevitra ara-Toekarena, ara-Piarahamonina ary ara-Kolontsaina, sehatra ahafahana mifanakalo hevitra midadasika kokoa ary dingana mankany amin'ny demokrasia andraisan'ny rehetra anjara kokoa. Fa na ny mpanatanteraka, na ny solombavambahoaka dia samy tsy nisy nihevitra izany ho laharam-pahamehana rehefa natao ny fananganana ny sampan-draharahan'ny repoblika fahefatra, ary ny Lalànan'ny Tetibolan'ny taona 2015 moa dia tsy niraharaha azy tanteraka.

Farany, ary ny tena mahavariana amin'ity raharaha ity, dia samy tsy nisy taitra na ny fiarahamonim-pirenena na ny fiarahamonina ara-toekarena. Mbola fotoana azo anarenana an'izany anefa izao.

Ny azo antenaina sisa dia izao, enga anie ny andro tsy fiasana nefa andraisam-bola mandritra ny taona 2015, sy ny fanamboarana ny fidirambolan'ny mpiasa amin'ny endriny rehetra, anisan'izany ny hetra, mba ho vokatry ny fifanakalozan-kevitra eo amin'ny fitondrana sy ny sampan-draharaha voakasik'izany, araka ny voafetran'ny lalàna **(4)**. Izany dia ho mari-pamantarana ny zava-bita sy ny fahombiazana ary ny fahefan'ny Fanjakana, samy miandrandra an'io avokoa ny rehetra, ary io no tokony ho anisan'ny lahasa voalohany hoan'ny taona 2015.

(2) *« Antson'ny mpiara-miombona antoka sosialy ho an'ny fifanakalozan-kevitra sosialy »*, GEM, FIV.MPA.MA, CTM, ny 5 desambra 2014.

(3) Tsy io irery ny filankevitra tsy miasa intsony mihitsy, nefa ny lalàna nananganana azy dia tena mbola manan-kery.

(4) Ny andininy 81-n'ny lalàna 2003-044 dia milaza fa ny andro tsy iasana nefa andraisankarama ary ny andro tetezana dia tapahina amin'ny fiandohan'ny taona ao anaty lisitra voafetra notapahina tamin'ny alalan'ny didy, rehefa avy nakana ny hevitry ny Filankevi-Pirenena momba ny Asa.

Ankoatra ny resaka momba ny asa sy ny orinasa dia mendrika hahazo fisokafana sy fifanakalozan-kevitra misimisy kokoa ihany koa ny fifampiresahana manodidina ny fanavaozana natolotra nefa tsy niadian-kevitra momba ny fanapariahana sy ny andrim-panjakana vaovao voarakitry ny Lalàmpanorenana, naroso amin'ny endriky ny volavolan-dalàna vita avy hatrany.

Ary farany, ny fifanakalozan-kevitra dia singa iray tsy azo sarahina amin'ny fampihavanam-pirenena, izay ohatra ny mianona fotsiny amina fihaonana miafina sy manilikilika ankehitriny. Ny SeFaFi dia nanantitrantitra fa ilaina hifanindran-dalana amin'ny fampihavanana ny samy mpanao politika ny fampihavanana mivelatra kokoa **(5)** ka ampidirina ao ny fampijoroana ny fanapariahana ankatoavin'ny mponina, ary ampidirina ao koa ny mangarahara tsaratsara kokoa sy ny fitovian'ny fahafahana mahazo ny fahefana. Eo an-katoky

ny taom-pifidianana vaovao sy ny fanohizana ny fametrahana ny andrimpanjakana rehetra ho an'ny Repoblika dia hita fa tena iankinan'ny ain-dehibe mihitsy ny serasera sy ny fifanakalozan-kevitra.

Antananarivo, 17 desambra 2014

Saika hadino

Ny SeFaFi dia sehatra fanaraha-maso ny fiainam-bahoaka. Manadihady ny fizotran'ny fiainam-pirenena izy, ary mamakafaka ny trangan-javatra manandanja, indrindra ireo mikasika ny Fanjakana tan-dalàna, ny demokrasia ary ny fitantanana mahomby.

Araka ny firafiny sy noho izy natao hanara-maso sy hamakafaka, ny SeFaFi dia tsy fikambanana mirotsaka amin'ny asa mivantana. Saingy amin'ny alalan'ny fanambarana ataony izy no mankahery, manaitaitra, ary manoro ny olona miasa ao anaty na any ivelan'ny fanjakana, ireo no miasa mivantana.

Samy manana ny anton'asany avy ny mpikambana mandrafitra ny SeFaFi hany ka tsy manana ny fotoana ahafahana mamaly ny fanasana tsy mitsahamitombo alefa any aminy, na ny fiangaviana rehetra voarainy.

Manantena izy fa azon'ny rehetra an-tsaina tsara ny fahasahiranany, ary miala tsiny raha tsy afaka manome fahafaham-po an'ireo maro be mangataka fihaonana, na mpanao gazety te hiresadresaka, na fandraisana anjara amina atrika asa, valan-dresaka na latabatra boribory isan-karazany.

(5) *« Aorian'ny fifidianana, fametrahana amin'ny toerany ny rafi-panjakana sy fampihavanana »*, 11 febroary 2014, ary
« Fampihavanana sy fahefana »
ny 22 oktobra 2014.